

# Christian Vélot Profession : lanceur d'alerte

**PARCOURS**

**1964**

Naissance à Parennes (Sarthe).

**1995**

Thèse sur la génétique du métabolisme respiratoire de la levure de boulanger.

**2000**

Enseignant-chercheur à l'Institut de génétique et microbiologie d'Orsay.

**2007**

Son équipe est exclue du prochain contrat quadriennal de recherche.

**2008**

Le Grenelle de l'environnement inscrit dans ses conclusions

la proposition d'une loi instituant la protection des lanceurs d'alerte.

Le biologiste, en conflit avec les institutions académiques, se bat contre les organismes génétiquement modifiés. Chercheur militant ou militant chercheur ?

**L**a voix est posée. Les mains robustes. Les épaules solides. La mâchoire, dessinée par un collier de barbe poivre et sel, volontaire. Derrière des montures carrées, le regard ne cille pas. On sent de la ténacité. De l'opiniâtreté même.

Aussi loin qu'il s'en souvienne, Christian Vélot ne s'est jamais coulé dans le moule. Neuvième d'une famille de dix enfants de paysans sarthois, il occupe ses journées – quand ses grands frères transpirent aux champs – à ramasser des graines et des plantes sur lesquelles il expérimente des croisements. Il sera le seul de la fratrie à passer son bac. Une première année de médecine où il se sent déplacé – « J'étais attiré par l'aspect humain, je me suis retrouvé dans une usine à gaz » – se termine par un esclandre avec l'examinatrice.

Refusant d'être à la charge de ses parents, il décide de reprendre ses études le jour où il pourra les financer. Enchaîne les petits boulots, jardinier, chauffeur livreur, manoeuvre, maçon, peintre en bâtiment, postier. S'inscrit enfin, à 24 ans, en première année de biologie. Un cursus tardif qui, lorsqu'il soutiendra sa thèse sur le métabolisme respiratoire de la levure de boulanger, le rendra « plus mûr et plus intéressant que les autres étudiants », se souvient un membre du jury.

Après cinq ans de stage postdoctoral à Dallas, il obtient du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) les moyens de monter sa propre équipe. Et entame une double vie. Devant la paillasse, il étudie les mécanismes



génétiques d'adaptation d'un champignon microscopique impliqué dans le cycle du carbone. Le soir, il se transforme en activiste anti-OGM, multipliant les conférences de vulgarisation et témoignant, pour la défense, aux procès des Faucheurs volontaires.

« Mettre dans nos assiettes des organismes génétiquement modifiés ou les disséminer dans l'environnement, c'est irresponsable », plaide-t-il sans relâche. Voilà trente ans que les biologistes utilisent des OGM en laboratoire et ils ont toujours des surprises. « Ce sont des technologies totalement aléatoires. Nous ne maîtrisons rien. » Il n'est pas le seul à le penser. Mais lui le dit tout haut. « Si, en tant que scientifique, on n'a plus le droit de critiquer la science, alors ce n'est plus la science mais une religion. »

Entre le chercheur et l'institution, le conflit est aujourd'hui à vif. On l'a menacé, rapporte-t-il, de déménager son équipe « manu militari ». En fait, c'est lui-même qui a opposé à sa direction qu'il ne partirait que sous la contrainte, et elle s'est dite prête à le prendre au mot. Les invectives fusent, « harcèlement moral » d'un côté, « délire de persécution » de l'autre.

Christian Vélot, maître de

conférences en génétique moléculaire à l'université Paris-Sud et responsable d'une équipe de recherche à l'Institut de génétique et microbiologie d'Orsay, n'a pas une âme de héros. Encore moins une vocation de victime. Simplement des convictions chevillées au corps. Et une certaine idée de son métier de chercheur, qui n'est pas celle des institutions. Dans un monde académique où, trop souvent, la libre parole – sinon la libre pensée – s'arrête aux portes des amphithéâtres et des laboratoires, il joue les triblions. Les empêcheurs de cultiver les OGM en paix.

Il n'est bien sûr pas sans reproches et le sait, qui pratique volontiers le mélange des genres. Est-il chercheur militant ? Ou militant chercheur ? Mais il assume cette dualité. La revendique même. Refuse d'être coupé en deux, de faire taire le citoyen chez le biologiste. Science sans conscience... « Je suis payé sur les deniers publics. C'est mon devoir de contribuer à l'information du public », défend-il. De donner à chacun des clés pour participer au débat sur des sujets – OGM, nanotechnologies, clonage – « qu'on nous présente comme de simples avancées

« Je suis payé sur les deniers publics. C'est mon devoir de contribuer à l'information du public »

technologiques mais qui constituent en fait des choix de société ».

Depuis un an, les ennuis s'accumulent. Remontrances de sa direction soucieuse de tenir l'Institut de génétique à l'écart de sa croisade. Reliquat de crédits envolé. Évaluation médiocre. Stagiaire se désistant à la dernière minute pour rejoindre l'équipe de la directrice. Ordre de changer de locaux. Pour finir, exclusion du prochain contrat quadriennal. Cela signifie que fin 2009 son équipe de quatre personnes sera dissoute et qu'il devra trouver un nouveau point de chute.

« C'est clair, Christian dérange, commente l'un de ses collègues. Il a des positions tranchées, qu'il défend avec passion. Mais sur le plan professionnel, il n'a rien à se reprocher. La vérité est que tout est fait pour l'évincer. » Résultat : « Sa thématique de recherche, sur laquelle son labo est le seul à travailler en France, va disparaître. »

La direction de l'Institut de génétique préfère aujourd'hui se taire. Mais, au CNRS, on récuse toute idée de chasse aux sorcières. Les prises de position de Christian Vélot ne seraient pas en cause. Sa mise à l'écart serait le résultat d'une faible productivité scientifique : un seul article publié depuis quatre ans, dans un journal de second rang.

Prétexa, vient à sa rescousse le biologiste Jacques Testart, qui sait ce qu'il en coûte de sortir du rang, pour avoir été lui-même « viré » de son labo, voilà vingt ans, parce qu'il refusait de travailler sur le tri d'embryons. « Il y a toujours des hauts et des bas dans la production d'un chercheur. Ceux qui lui cherchent des poux dans la tonsure font preuve de beaucoup de mauvaise foi, pense-t-il. Ce qu'ils veulent, c'est lui ruiner le moral. Mais avec Christian, ils auront du mal. »

A coup sûr, on ne le changera pas, lui qui a gardé un faible pour les films de cape et d'épée et qui a fait le choix, avec sa compagne, de ne pas avoir d'enfants, parce qu'il aurait voulu leur offrir un monde meilleur que « cette société où tout, la vie, la mort, la planète, est traité comme une marchandise ».

Aux côtés de son ami Jacques Testart, il bataille aujourd'hui, au sein de la Fondation sciences citoyennes, pour une protection des lanceurs d'alerte, ces chercheurs ou simples citoyens qui pointent du doigt un risque sanitaire ou environnemental. En prenant le risque d'être exclus du système, ou de s'en exclure eux-mêmes. Aux États-Unis et en Angleterre existent des lois pour les prémunir contre les mesures de rétorsion, sanctions ou procès. En France rien. Le Grenelle de l'environnement a pourtant conclu à la nécessité d'un statut reconnaissant leur rôle. Christian Vélot n'a pas tout perdu. Une pétition de soutien a recueilli plus de 40 000 signatures. « Certains matins, dit-il, c'est bon de sentir que l'on n'est pas seul. » ■

PIERRE LE HIR  
PHOTO FLORENCE LEBERT POUR  
« LE MONDE »